



**Donnez-vous
les moyens d'agir**



En 2018, les administrations de Bercy restent la cible du gouvernement

Le projet de loi de Finances 2018, prévoit, toujours dans une logique purement comptable, des réductions d'effectifs à Bercy.

Le solde global des créations et des suppressions d'emplois s'élève à - 1 600 équivalents temps plein (ETP) dont - 324 ETP pour l'État et - 1 276 ETP dans les opérateurs.

Si trois ministères voient leurs effectifs augmenter (les Armées, l'Intérieur et la Justice), Bercy reste un des principaux contributeurs à la baisse des emplois (-1 648 ETP).

La principale administration des ministères économiques et financiers étant la DGFIP, cette dernière ne sera pas épargnée en 2018.

Le gouvernement semble ignorer l'ensemble des missions que les agents de la DGFIP réalisent non seulement pour son compte mais aussi pour celui des collectivités locales.

La complexité des procédures de la législation fiscale ne permettent plus de faire face à la masse des travaux qui reposent sur les épaules des agents de la DGFIP.

Cette nouvelle réduction des effectifs va conduire la Direction générale à accentuer les fermetures de sites, restructurations, concentration des missions voire à instaurer des règles de gestions encore plus contraignantes.

Pour la CFTC DGFIP ces évolutions générées par les suppressions d'emplois successives dégradent les conditions de travail des agents qui souhaiteraient savoir à moyen terme ce que va devenir leur administration

Quelles missions ? Quels moyens ? Quel réseau ? Quelles perspectives de carrières ?...

Syndicat national CFTC FINANCES PUBLIQUES

6 rue Louise Weiss

Bâtiment Condorcet – Télédoc 322

75013 PARIS

TEL 01 44 97 32 74

www.cftc-dgfip.fr

cftcdgfip@gmail.com